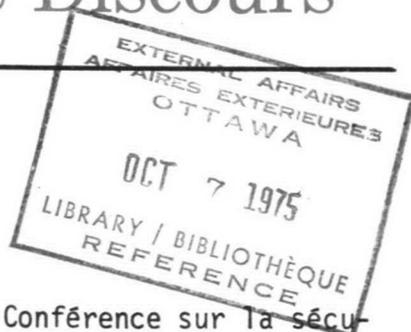




Déclarations et Discours

N^o 75/24



INTERDÉPENDANCE MONDIALE

Texte du discours du Premier Ministre à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe -- Helsinki, Finlande, le 30 juillet 1975.

Monsieur le Président, avant d'aborder les questions qui nous ont tous amenés à Helsinki, vous me permettrez de m'unir à ceux qui ont pris la parole avant moi pour dire au Président de la Finlande toute ma gratitude pour l'hospitalité qui nous a été réservée ici. Car le Canada s'y connaissant dans l'art de tenir les conférences et, plus récemment, l'art de les décommander, je me sens bien placé pour apprécier le travail magnifique de son gouvernement et son peuple. La route a été longue qui nous a conduits à Helsinki, elle aura aussi été ardue pour tous ceux qui, pendant deux ans, ont pris une part active aux négociations. Nous avons posé de nombreux jalons, au cours de ce long itinéraire qui nous a menés de Helsinki à Genève et qui nous ramène aujourd'hui à Helsinki:

Premièrement -- nous avons donné au monde un exemple des moyens à prendre pour atteindre un consensus, la confrontation et l'intransigeance dans la négociation, trop fréquentes ailleurs, ayant été écartées;

Deuxièmement -- nous avons accepté l'évolution inévitable des relations internationales mais nous avons tout de même reconnu le danger que représente l'instabilité dont elle s'accompagne et nous nous sommes engagés à tout mettre en oeuvre pour écarter l'hostilité et résoudre les conflits. C'est ainsi que nous avons réaffirmé l'interdiction de l'usage de la force entre États, contenue dans la charte des Nations Unies. A cet égard, les frontières étaient déclarées inviolables, mais il ne faudrait pas en conclure pour autant qu'elles sont immuables: nous avons convenu expressément qu'elles peuvent être modifiées par les moyens pacifiques;

Troisièmement -- nous avons reconnu que la sécurité et la coopération n'étaient pas l'affaire exclusive de l'État. Pour instaurer une ère nouvelle en Europe, il faut aussi des contacts entre les individus, des échanges de vues et d'opinions. Il faut pouvoir réunir les familles dont les membres sont dispersés (et je dois dire, à ce sujet, que les démarches entreprises par le Canada, l'Union Soviétique et certains autres pays d'Europe de l'Est connaissent un succès grandissant).

Ces jalons, que nous avons posés, nous tracent une voie aux perspectives illimitées. Il n'en tient qu'à nous maintenant de poursuivre dans la même direction, pour donner à cette voie un caractère permanent. Si nous y parvenons, nous aurons répondu au désir universel de paix et de stabilité. Nous aurons en outre libéré des énergies qui pourront être consacrées à la poursuite d'autres objectifs, à la réduction des effectifs militaires et au désarmement, par exemple, à la mise en place de régimes équitables, dans le cas, entre autres, du droit de la mer, à l'adoption de mécanismes plus sûrs pour le règlement des conflits. Nous aurons, ce qui mieux est, créé un climat plus propice à la lutte contre les énormes disparités qui existent entre les nations ici représentées et celles du tiers monde.

Il nous a fallu, Monsieur le Président, déployer des efforts prodigieux pour en venir à cette entente. A certains moments, au cours des négociations, les difficultés ont paru si considérables que nous aurions pu croire, avec raison, que nous portions le monde sur nos épaules. C'est ce qui est arrivé, dans un sens, car l'histoire nous a plus d'une fois démontré que les conflits et les désaccords qui se produisaient en Europe, ne tardaient pas à toucher les autres régions du globe. Par ailleurs, cette affirmation ne laisse pas d'être arrogante puisque l'Europe, après tout, n'est qu'une partie du monde et que nos préoccupations, si graves soient-elles, ne sont pas nécessairement partagées par tous les hommes qui vivent sur la terre. La stabilité que nous voulons apporter à l'Europe sera de courte durée si nous ne saisissons pas l'occasion qui nous est maintenant offerte de créer, ailleurs dans le monde, des conditions qui permettent de relever le niveau de vie des individus, d'améliorer l'économie des pays tropicaux, de favoriser le développement des milieux ruraux et d'augmenter la production alimentaire, de donner de meilleures perspectives d'avenir aux centaines de millions d'êtres humains qui, en dehors de l'Europe, doivent se contenter du minimum vital.

Nous reconnaissons depuis longtemps et acceptons que l'Europe soit formée de pays interdépendants mais nous venons à peine de nous rendre compte que tous les pays du monde sont aussi interdépendants et qu'il est impossible de les séparer selon les continents ou d'ériger entre eux des barrières. La sécurité que nous avons recherchée, au cours de ces deux années de négociations, doit maintenant s'étendre à l'extérieur du continent européen. Et elle s'y étendra, j'en suis certain, en raison du dynamisme de notre entente et de nos attitudes. Le document que nous nous apprêtons à signer est la preuve que nous acceptons le principe de l'évolution et que nous avons conscience du caractère changeant de la condition humaine. Il témoigne en même temps, de la maturité de la communauté internatio-

nale comme aussi de la profondeur du désir de l'homme toujours en quête d'un milieu plus propice à son épanouissement spirituel.

Dans leur recherche de la paix, de la justice et de la dignité, les hommes et les femmes de notre temps doivent faire preuve d'autant de vigueur et de force de caractère que les hommes et les femmes des temps anciens. A une époque aussi tumultueuse et aussi menaçante parfois que la nôtre, il leur faut en outre faire montre d'une sagesse exemplaire et se prémunir contre l'éclat des mirages et la fragilité des dispositions fortuites.

A l'âge atomique, sagesse est souvent synonyme de circonspection. A titre de chefs de gouvernement, nous avons la responsabilité d'exprimer cette circonspection devant les hommes de science et les généraux qui nous font valoir les mérites de la nucléarisation, à des fins pacifiques ou autres. Nous aurions à assumer cette responsabilité si leurs prétentions s'avéraient illusoires. Seul un petit groupe de pays peuvent malheureusement bénéficier en ce moment des bienfaits de l'utilisation pacifique de l'atome. Mais ce qui est plus malheureux encore, c'est que de trop peu nombreuses nations sont conscientes de l'holocauste irrévocable qu'entraînerait immanquablement l'usage irresponsable des engins nucléaires. L'un de nos objectifs prioritaires, dans l'avenir immédiat, doit donc concerner l'élaboration et la mise en oeuvre de techniques destinées à étendre les avantages de la nucléarisation à tous les pays du monde, ainsi que l'élimination de toute probabilité de prolifération des armes nucléaires. J'implore donc le Secrétaire général de l'Union soviétique et le Président des États-Unis de poursuivre sans tarder le travail qui mènera à la conclusion des entretiens de SALT II et d'entreprendre au plus tôt ceux de SALT III. Je prie tous ceux d'entre vous qui, comme nous, entretenez des effectifs militaires en Europe centrale de concentrer toute votre attention sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Je tiens à affirmer ici l'engagement du Canada à ce sujet et à l'égard du travail entrepris à la récente réunion des fournisseurs nucléaires.

Le Canada s'est donné sans réserve à cette tâche comme il s'est engagé à participer pleinement à l'activité qui s'ensuivra. Bien qu'un océan les sépare de l'Europe, les Canadiens sont parfaitement conscients que leur destin est lié à celui du continent qui a joué un rôle prépondérant tout au long de leur histoire et que les événements qui s'y déroulent ne peuvent manquer d'avoir une influence considérable sur leur avenir. Il ne fait aucun doute que toute rupture dans la sécurité européenne pourrait avoir de funestes conséquences pour le Canada. C'est dans cet esprit que nous participons à la présente Conférence dont émergeront, nous en sommes convaincus, une confiance et une coopération renouvelées en Europe.

Il est évident, Monsieur le Président, que cette réunion qui se tient dans la jolie capitale de la Finlande n'est qu'un point de départ et qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Nous aurons appris que nos peuples ont non seulement beaucoup de points en commun mais qu'ils partagent le même désir fondamental et profond de paix et de liberté. Nous aurons appris également que la vérité ne saurait être une mais qu'elle est faite de tout un faisceau de croyances, d'idéaux et de systèmes. Nous aurons enfin appris que les objectifs primordiaux que sont la sécurité et la coopération sont intimement reliés entre eux et que l'on ne saurait les fixer au seul continent européen.

Voici à mon avis les leçons que la Conférence d'Helsinki nous aura données. Je suis persuadé qu'elles nous permettront de nous attaquer avec une ardeur renouvelée aux multiples problèmes qu'il nous reste à résoudre.

S/C